

N° 39 FÉVRIER 1967

"LE PEUPLE BRETON"
mensuel

Boîte postale 103 RENNES

ABONNEMENTS

Ordinaire : 6 F

De soutien : à partir de 10 F

2 365-76 RENNES

"Le Peuple breton" - B.P. 103

Aujourd'hui, être libre
c'est être informé.

LE PEUPLE BRETON

1^F

UDBN

ORGANE DE L'UNION DÉMOCRATIQUE BRETONNE

SPECIAL-ELECTIONS

POUR QUI LA BRETAGNE DOIT-ELLE VOTER ?

VOIR NOTRE EDITO

HALTE AU MENSONGE !

QU'EST-CE QUE « LE CENTRISME » ?

La visite à Hennebont

[QUEST-FRANCE, 13 mars 1967]

AUX FORGES, M. Jeanneney a déclaré à une délégation syndicale : "Il ne saurait évidemment être envisagé de rejeter à la ferraille tant d'outils modernes"

1961 : PROPAGANDE GOUVERNEMENTALE

1962 : LES BRETONS VOTENT « BIEN »

1966 : FERMETURE DES FORGES D'HENNEBONT

« La Bretagne sera une des régions essentielles de l'expansion »,

déclare le Chef de l'Etat en inaugurant l'usine marémotrice de la Rance

1967 :

PROPAGANDE GOUVERNEMENTALE

1967 :

LES BRETONS VONT-ILS ENCORE

LA VIE BRETONNE - Février 1967

SE LAISSER PRENDRE AU PIÈGE GAULLISTE ?

LA PROSPERITE
GAULLISTE :
LES PECHEURS BRETONS
N'Y CROIENT PAS !

En juillet 1966, une manifestation de pêcheurs avait lieu à Quimper et nous terminions notre article en rendant compte par cette phrase : « Hélas ! Il faudra revenir, car il en faut plus pour arrêter un Debré. » (1)

En janvier 1967, les pêcheurs bretons en grève, voulant rencontrer M. Pompidou, ont trouvé devant eux comme interlocuteurs... des C.R.S. Il est vrai que le Premier ministre était en tournée électorale et que cette agitation était désobligeante pour une majorité qui vend sa marchandise sous l'étiquette "Prosperité".

(Voir suite page 3)

Depuis plus d'un mois, sur des panneaux publicitaires, on peut voir de grandes affiches : M. Lecanuet sous le sigle Centre démocrate sourit ; son sourire s'adresse sans doute d'abord aux riches industriels qui lui paient cette coûteuse campagne. Merci, vos intérêts seront bien protégés.

Au moment des élections présidentielles de 1965, M. Lecanuet se présentait comme un opposant résolu au gaullisme, verbalement, car dans son programme l'opposition était beaucoup moins nette. Se voulant au centre, il était — sur le problème de la guerre au Vietnam par exemple — à droite du gaullisme, plus proche, sous une formulation jésuitique, des positions de Tixier-Vignancour.

Actuellement, l'opposition de M. Lecanuet n'est plus perceptible ; le Centre démocrate n'est plus cette grande formation neuve, dynamique : c'est une boutique de reclassement : « ... Il est possible que des reclassements s'opèrent, le Centre jouant son rôle d'attraction. » « Le Centre démocrate se rapproche de plus en plus du gaullisme ; prêt à fournir l'appoint de sa majorité au prix de quelques concessions politiques. » (M. Duverger.)

Regrettant peut-être le départ des ministres M.R.P. du gouvernement gaulliste après une certaine conférence du chef de l'Etat et le temps de la participation aux coalitions Centre droit - Centre gauche de la IV^e République, trouvant sans doute émouvant de voir tant des leurs, de M. Schumann à Mlle Dienesch, ralliés à la bannière de la V^e République, M. Lecanuet ne pose pas le problème du remplacement du gaullisme par quelque chose d'autre ; pour lui, il s'agit essentiellement d'affirmer sa disponibilité pour la création d'une majorité nouvelle « en ne formulant d'exclusive à l'égard de personne ni d'aucun groupe... » (sauf des communistes, bien entendu) pour « une politique nouvelle ». Quelle politique ? Celle du gaullisme « infléchi » (sic) : du côté américain pour le génocide perpétré par les Etats-Unis au Vietnam, du côté du patronat pour la politique économique et

sociale, du côté de la croisade anticommuniste de l'Alliance atlantique ! « Ah ! mais ! diront certains, il faut voter pour le Centre démocrate car, quand De Gaulle disparaîtra, nous risquons de tomber sous une dictature du type Frey-Sanguinetti-Foccard, tandis qu'avec les centristes les libertés seront respectées ! » Quelles « libertés » si dans le reclassement auquel aspirent les centristes on trouve — après la disparition de l'actuel chef de l'Etat — un quelconque lecanuetiste secrétaire d'Etat aux territoires et départements d'outre-mer ? Salsies, emprisonnements arbitraires, tortures, a-t-on oublié ? Qu'ils demandent au candidat centriste Frédéric-Dupont, dont personne n'a oublié les sympathies O.A.S. !

Fourriers du gaullisme en 1958, les amis de M. Lecanuet voudraient être les « maquereaux » de l'après-gaullisme.

Le plus grand danger du centrisme est son hypocrisie. N'ayant pas de politique de rechange, il se présente comme un simple redresseur de torts, comme le défenseur de cette clientèle du "Marais" qui ne se détermine pas sur des options politiques, mais qui se détermine sur le mécontentement du jour. M. Fabre-Luce (ex-Algérie française), dans une récente tribune libre du Monde, s'est donné comme un modèle d'électeur centriste et il explique son vote du 5 mars par cette phrase : « Il faut voter pour un pouvoir moins autoritaire ! En fonction de quoi c'est le choix fait par les "flottants" le jour du scrutin (ou les élus centristes après le scrutin) qui donne au pays son orientation politique ». Voilà comment une somme de mécontents sur des sujets qui peuvent être tous différents envoient au Parlement une majorité qui n'a aucune ligne politique, sinon de se survivre, voilà comment on a recours au bout du compte à « l'homme providentiel ».

Alors, vive l'apolittisme !
L'apolittisme devient une vertu civique ;
(Voir suite page 4)

LE GAULLISME L'HYPOCRISIE EN PLUS !

Edito

Les 5 et 12 mars prochain, les Bretons vont participer aux élections législatives françaises.

Jusqu'à présent, l'Union démocratique bretonne n'avait pas présenté de candidats aux diverses consultations électorales, à l'exception des élections municipales du Guilvinec, en 1964, où notre camarade Le Berre, candidat sur une liste de type "Front populaire", a été élu.

En mars 1967, l'U.D.B., parti breton de gauche à vocation nationale, aurait dû présenter des candidats partout en Bretagne.

L'aurions-nous pu ? Certes, pas dans toutes les circonscriptions. Nous avons assez habitude nos lecteurs à la franchise pour mentir ici : notre parti n'est pas assez puissant, ni surtout assez riche pour envisager de lutter partout où nous le désirerions. Cependant ce jour viendra, — nous en sommes sûrs. Mais il nous aurait été très possible de nous présenter dans quelques circonscriptions-tests : notre parti a même été sollicité de le faire ici ou là... et pourtant, en mars, aucun candidat U.D.B. ne briguera les suffrages de nos compatriotes. Pourquoi ?

Notre position est claire. Elle a été adoptée par le III^e congrès national du parti, à Binic : il faut tout faire pour infliger une défaite au national-gaullisme en Bretagne. Pour cela, nous ne connaissons qu'un moyen : un candidat unique de la gauche dès le premier tour.

Face au pouvoir parisien, incarné par le jacobinisme gaulliste, il faut en effet réagir avec vigueur : la situation est très grave. Dans cinq ans, dans dix ans au plus tard, la Bretagne aura atteint le point de "non-retour" : notre pays — comme la Lozère ou la Corrèze —, vidé de ses jeunes et de ses élites, aux campagnes mortes et aux villes sans dynamisme, sera devenu une réserve pour les touristes disciplinés qui "feront la Bretagne-en-quatre-jours" cependant que s'éloigneront les derniers trains de l'exode emportant notre seule richesse incontestée : les hommes !

Il faut un fier cynisme à ces messieurs les ministres national-gaullistes du gouvernement de Paris pour pousser l'audace à venir chercher en Bretagne la consécration électorale qu'ils n'osent demander dans leurs régions d'origine (où ils doivent sans doute être mieux connus...). Le parachutage ministériel sur la Bretagne est, cette fois, plus intense que jamais : Marcellin-le-chômage, ministre de l'Industrie (sic), à Vannes ; Bourges-la-censure, ministre de l'Information, à Dinard ; Messmer-la-guerre, ministre des Armées, à Lorient, et aussi Michelet — futur ministre, paraît-il — l'inconditionnel ridicule qui ne connaît même pas le nombre des communes de la circonscription où il se présente, après avoir annoncé le contraire... ; Guichard, l'aménageur du territoire, dont les Bretons ont tout lieu de se plaindre après l'échec total de la décentralisation industrielle et des C.O.D.E.R...

La méthode de tous ces requins est connue : c'est le chantage ! Ou vous m'écrivez ou vous n'aurez pas de crédits ! Le chantage et le mensonge-à-la-Goebbels dans la presse, à la radio, à la télévision : Pompidou vient lancer ses candidats en Finistère ; la propagande télévisée nous abreuve d'images léniifiantes... Des Bretons manifestent au même moment, face aux gardes mobiles et aux grenades lacrymogènes : pas une seule image, pas une seule seconde !

Face à de tels hommes, à de telles méthodes, le vote des Bretons est capital. Élire ces apprentis dictateurs, anciens de l'extrême-droite, des réseaux, de la technocratie et des barbouzes, hommes à tout faire des trusts et de la finance pour qui la Bretagne est le dernier de leur souci, élire ces hommes, c'est ratifier cinq années de mensonges : la loi-programme solennellement jurée à Auray et qui n'a même pas été déposée au Parlement, les Forges d'Hennebont fermées malgré toutes les promesses, etc., etc.

Élire ces ministres et leurs valets U.N.R., c'est aussi signer un bail de sous-développement pour des décades. Tout est prêt si nous n'y mettons pas bon ordre : on va fermer le réseau ferré breton intérieur au lieu de le moderniser ; de 48 millions en 1966, les crédits d'enseignement supérieur de l'académie de Rennes tombent à 7 millions en 1967, etc., etc.

Élire ces hommes c'est aussi asseoir le plus vil des néo-radicalismes : celui des combines, des passe-droits, des crédits distribués non selon les besoins mais selon les amitiés politiques ; celui où l'on construit un port de plaisance pour les besoins de M. Messmer à Saint-Gildas mais où on laisse dépérir la pêche professionnelle — dont les travailleurs manifestaient l'autre semaine contre Pompidou.

Face à de tels hommes, l'U.D.B. voulait opposer un candidat unique de la gauche par circonscription. Nous avons donc décidé de nous présenter nulle part afin de ne pas porter une division supplémentaire dans l'opposition. Il n'a pas dépendu de nous que cette union se réalise. Ni non plus, semble-t-il, de beaucoup de militants de base d'autres formations si l'on en juge par la tentative de liste unique à Guingamp, par la position du P.S.U. à Vannes et à Quimper.

Mais il est certain que, pour des raisons de basse politique, les états-majors hexagonaux de Paris et leurs correspondants en Bretagne ont sacrifié l'unité de la gauche et aussi la cause de la Bretagne. En raison de cette nouvelle erreur, l'existence et le travail de l'U.D.B. trouvent une nouvelle justification supplémentaire.

Néanmoins il y a des éléments positifs dans la situation, notamment l'alliance au second tour entre le P.S.U., la F.D.G.S. et le P.C. Il faut donc aller au combat en mars avec le maximum de vigueur !

A nos lecteurs nous proposons un choix clair : nous avons adressé aux candidats de gauche un "Programme minimum démocratique régional" (P.M.D.R.). Il faudra voter pour ceux qui s'y rallieront. A égalité de ralliement au P.M.D.R., il faudra voter pour le candidat dont le programme se rapproche le plus de celui de l'U.D.B. sur d'autres problèmes, comme, par exemple, la guerre au Viêt-Nam ou le problème de la faim dans le tiers monde. Au second tour, un seul mot d'ordre : voter pour le candidat de gauche le mieux placé. Mais — ainsi en a décidé notre congrès de Binic — l'U.D.B. ne cautionnera pas l'élection

(Suite page 6)

LA VIE DU PARTI

RÉUNION DU COMITÉ DIRECTEUR.

Le comité directeur s'est réuni le 8 janvier à Saint-Brieuc. Avant la séance plénière, les camarades se répartirent le matin en commissions pour étudier les problèmes relevant de la trésorerie, de la presse et des affaires intérieures et extérieures. Une grande partie des débats de l'après-midi fut consacrée aux prochaines élections législatives.

SECTION DE RENNES.

Les membres de la section vendent régulièrement le journal à la sortie des restaurants universitaires. Au cours de la réunion mensuelle du 17 janvier furent fixées une vente de livres en milieu étudiant et une rencontre pour les sympathisants ; les camarades entendirent un exposé sur « Ouest et Bretagne » ; les rapports des finances et de la presse ont révélé une situation en nette amélioration. Enfin la section a participé à une manifestation pour la paix au Vietnam.

SECTION DE BREST.

La section s'est livrée au cours du mois de janvier aux habituelles et nécessaires activités : réunion, ventes, réabonnements. Le plan de travail prévoit, entre autres choses, un développement de la diffusion du journal, une réunion publique et des ventes de livres.

SECTION DE QUIMPER

Nos camarades quimpérois ont recueilli de nombreux abonnements et réabonnements auxquels s'ajoutent de nouveaux contrats de publicité. Les ventes du journal ont lieu régulièrement.

SECTION DE SAINT-MALO

Les membres de la région malouine se rencontrent chaque semaine. Un programme d'activités a été mis au point : les efforts doivent porter sur les abonnements et l'action personnelle.

SECTION DE PARIS

L'agglomération parisienne possède maintenant sa section. Une de ses nombreuses réunions fut, à la fin de janvier, ouverte aux sympathisants : trois membres du comité directeur présentèrent l'U.D.B. et répondirent aux questions. La section a déjà ouvert quelques dépôts du journal.

SOUSCRIPTION PERMANENTE POUR "LE PEUPLE BRETON"

Un grand merci tout d'abord à nos lecteurs, abonnés et amis : vous êtes formidables ! Vous avez répondu à notre appel : la parution du Peuple breton sur six pages a visiblement réjoui la quasi-totalité de ceux qui nous lisent et beaucoup ont tenu à nous le prouver, la liste qui suit en témoigne. Citons aussi ce seul exemple supplémentaire : un Breton, abonné de Lille, a réuni tout seul et spontanément

treize nouveaux abonnements à notre journal, ce qu'il appelle son "modeste effort" pour que le Peuple breton continue de paraître avec deux pages supplémentaires chaque mois ! A travers le geste de cet ami que nous remercions particulièrement, ce sont les efforts de tous ceux qui nous approuvent (et ils sont chaque jour plus nombreux, plus enthousiastes), que nous tenons à mettre en valeur : quand un journal peut compter de tels appuis, de tels dévouements, qu'importe sa pauvreté initiale : l'avenir est à lui ! Le Peuple breton, le mensuel qui monte, continue à compter sur vous. Merci d'avance.

Deuxième liste

M. C., Meknès (Maroc)	10,00 F
Anonyme, Brest	40,00 F
Anonyme, Quimper	10,00 F
Y. C., Quimper	1,00 F
Anonyme, Auray	200,00 F
Anonyme, Grandchamp (Mor-Bihan)	2,00 F
L. B., Quimper	10,00 F
Dr H. C., Quimper	40,00 F
P. L., Paris	40,00 F

Total de la deuxième liste

Report de la liste précédente

TOTAL

Les participations à la souscription doivent être adressées au Peuple Breton, C.C.P. 2365-76 Rennes, en précisant au dos de l'envoi : Souscription.

LE PEUPLE BRETON ET LA PRESSE

Depuis octobre 1966, nous n'avons pas cité les organes de presse qui ont mentionné notre parti ou son journal. Voici ces publications : il est certain que l'action de l'U.D.B. a définitivement acquis droit de cité en Bretagne. Mieux, notre place dans le mouvement breton et à gauche en Bretagne est de plus en plus assurée. La raison de cette influence doit être cherchée dans la volonté toujours affirmée de notre parti de ne pas bluffer : l'U.D.B. entend occuper le rang qui lui revient, mais seulement celui-là ; il ne faut pas compter sur nous pour essayer de tromper l'opinion bretonne, la presse bretonne, française ou européenne, sur nos forces réelles. Nous voulons vaincre parce que nous en serons capables, quand nous serons capables : jusqu'à la victoire de nos idées, nous travaillerons pour notre pays, avec efficacité et modestie. Les observateurs de la presse ne s'y trompent pas, non plus que les Bretons.

Presse bretonne : Ar Falz, Ar Vro, Bretagne-Dimanche, la Vie bretonne, le Paysan breton, le Télégramme de Brest, Lettre socialo-syndicaliste de l'Ouest, Ouest-France, Skol-Vreiz.

Presse française : Informations correspondance ouvrières, le Monde, le Nouvel Observateur, Mouvement du milliard pour le Viêt-Nam.

CITE... MIXITE...

(Suite de la page 4)

- Quelle finalité la M.N.E.F. attribue-t-elle à cette expérience ?

J.-Y. MARTINEAU. — Peut-on déterminer une finalité actuellement ? Il est sans doute prématuré de le faire ; l'expérience est « confiée » aux résidents eux-mêmes. C'est dans la prise en charge de l'expérience par les résidents qui seront amenés en tant que citoyen à la vivre et à apporter, tant au cours de l'expérience, leurs réflexions et leurs analyses que réside le succès ou l'échec de l'expérience. La section M.N.E.F. parallèlement s'efforcera de coordonner et d'utiliser les résultats de ces recherches, et d'en tirer les éléments pouvant étayer sa contestation des autres types de logements étudiants.

- Comment cette expérience est-elle accueillie par les intéressés ? Y-a-t-il d'autres réactions ?

R. QUENET. — Depuis la communication officielle à la presse locale, on constate un important dépôt de dossiers provenant surtout de jeunes filles intéressées par cette nouvelle forme de vie collective (statut d'adulte, égalité des sexes).

J.-Y. MARTINEAU. — Pour les intéressés le premier mois de mixité semble ne pas avoir soulevé de problèmes particuliers ; l'intégration de nos résidents ou résidentes s'est déroulée dans les meilleures conditions. Sur le plan de Rennes, seule s'est exprimée la réaction agacée du directeur du C.R.O. Notre expérience a une portée plus marquée dans le milieu étudiant et notamment elle alimente les

revendications des résidents des cités du C.R.O.U.S.

- Cette initiative est-elle spécifiquement rennaise ou bien fait-elle partie d'un plan établi par la M.N.E.F. ?

B. de CALAN. — Il n'y a pas de plan établi par la M.N.E.F. visant à instaurer la mixité. Notre expérience est donc une initiative de la section de Rennes.

Il est cependant intéressant de constater que la seule autre expérience logement de la M.N.E.F. encore active est celle des Alpines III à Grenoble, citée qui groupe dans un cadre H.L.M., des jeunes ménages et des célibataires sans distinction.

J.-Y. MARTINEAU. — L'idée était dans l'air depuis plusieurs années, mais sa réalisation n'était pas précisément envisagée. La section de Rennes a donc précipité le mouvement. Espérons que cette initiative insufflera un sang nouveau à l'expérience logement de la M.N.E.F. et ouvrira de nouvelles perspectives aux citoyens trop souvent passifs dans leur campus.

R. QUENET. — Inconscients et désabusés ils s'adaptent à un règlement intérieur de l'administration qui tend à les considérer comme de jeunes lycéens irresponsables et ils oublient dans les rapports sociaux cette maturité que leur ont donnée l'enseignement et la vie en faculté. Adultes, ils pensent l'être ; irresponsables, ils l'admettent trop souvent.

* Voir notre étude du n° 28, mars 1966.

* Existence d'un Bureau d'aide psychologique universitaire (N.D.L.R.).

CAFÉ - BRASSERIE

"Les Messageries"

Place de la Mairie

"Steak-frites" 4 F - 2 salles de réunions
Ouvert jusqu'à 2 heures du matin

BOIS

Société J. LE GARS

Tél. 0.97 Quimper -

L'Union démocratique bretonne a décidé d'adresser et de soumettre à tous les candidats de gauche (F.G.D.S., P.C.F., P.S.U.) se présentant dans les cinq départements bretons la lettre-programme ci-dessous. Nous ferons état — dans la mesure où les délais impartis le permettront — des réponses qui nous seront parvenues et c'est en fonction de ces réponses et de la ligne politique que notre parti s'est fixé pour ces élections que notre choix se fera.

En cette ère post-coloniale, l'Etat centralisé, instrument traditionnel de la bourgeoisie d'affaires, actuellement incarnée par le gaullisme, devient agent de colonisation intérieure qui s'exerce aux dépens de groupes humains, notamment les Bretons, aliénés par les structures actuelles.

CONSCIENTE de la gravité de la situation économique, sociale et culturelle en Bretagne, de sa dégradation continue liée à la politique réactionnaire du gouvernement gaulliste, l'Union démocratique bretonne, parti progressiste, dans la ligne du courant unitaire qui a soudé les forces démocratiques lors de la candidature de François Mitterrand, regrette que la gauche ne se soit pas mise d'accord sur un programme minimum général et régional, ce qui aurait permis de présenter un candidat unique contre les candidats du gaullisme et de la réaction, seul moyen en Bretagne d'assurer une victoire des forces démocratiques.

PERSUADÉE que cette union de la gauche est une nécessité particulière en Bretagne pour y battre les candidats gaullistes parachutés, notamment les ministres et « ministrables », qui viennent chercher ici un renfort de

prestige personnel en vue des lendemains douteux de l'après-gaullisme.

PERSUADÉE que seule la gauche est capable d'assurer à la Bretagne un développement économique, social et culturel satisfaisant, et aux Bretons la possibilité de trouver chez eux du travail dans la dignité et le respect de la liberté syndicale.

DÉSIREUSE de ne pas accentuer la division de la gauche en présentant des candidats,

L'U. D. B. décide de soumettre à l'examen de tous les candidats de gauche en Bretagne un « programme minimum démocratique régional » (P.M.D.R.) et de leur demander de faire, s'ils sont élus, tout ce qui est en leur pouvoir pour promouvoir une véritable politique régionale de gauche tenant compte des revendications légitimes des travailleurs bretons (emploi, dignité, culture).

Comme elle l'a fait, sur l'invitation des fédérations d'Ille-et-Vilaine du P.C.F. et de la S.F.I.O., pour François Mitterrand, candidat de la gauche à l'élection présidentielle, elle accordera son soutien à tout candidat de gauche qui s'engagera d'une manière positive sur le P.M.D.R. qui lui est soumis :

PROGRAMME MINIMUM DEMOCRATIQUE REGIONAL

La vie sociale des hommes s'organise à divers niveaux, hiérarchisés, spécialisés, mais dont aucun ne doit être considéré comme privilégié : ce sont celui de la municipalité, du département, de la région, de l'Etat, peut-être ultérieurement des groupements régionaux plus vastes comme l'Europe, ou le monde arabe, enfin l'humanité tout entière. A chacun de ces niveaux la démocratie exige qu'il y ait PARTICIPATION et RESPONSABILITÉ. C'est-à-dire LÉGISLATIF ÉLU d'une part (conseil municipal, conseil général, assemblée régionale, etc.) et EXÉCUTIF ÉLU de l'autre.

Le gaullisme utilise chacun de ces échelons pour le quadrillage autoritaire de l'Etat, représentant de la bourgeoisie d'affaires et des trusts. Le devoir de l'opposition de gauche est de lui opposer une revendication de démocratie, qui ne peut se concevoir sans assemblées et exécutifs élus, et sans la suppression des organes de tutelle arbitraires, c'est-à-dire :

- 1° la transformation des C.O.D.E.R. en véritables conseils économiques régionaux DEMOCRATIQUES, où les représentants des travailleurs seront majoritaires comme ils le sont dans le pays. Ce Conseil serait chargé d'élaborer les plans régionaux de développement suivant des options démocratiquement définies.
- 2° la suppression des préfets de département et de région, la fin de leur tutelle intolérable sur les

conseils généraux et les CODER, système hérité en droite ligne de la centralisation bonapartiste.

- 3° l'élection au SUFFRAGE UNIVERSEL d'assemblées régionales munies de pouvoirs réels de décision, et chargées de définir les grandes options des plans régionaux et d'en contrôler l'exécution. Les hommes de gauche ne sauraient oublier qu'une assemblée économique sans le contrôle d'une assemblée politique élue par tous les citoyens aboutit au corporatisme, formule en faveur dans les systèmes fascistes (cf. Vichy).
- 4° un découpage régional démocratique comprenant un examen soigneux des besoins et des désirs des intéressés, préalablement éclairés par un débat contradictoire. La gauche ne peut entériner le découpage actuel, œuvre de technocrates irresponsables au seul service des trusts et de l'administration.
- 5° la limitation de la croissance de Paris et de la région parisienne, qui sert les trusts au mépris le plus évident des intérêts réels des travailleurs. Des mesures semblables ont déjà été prises pour des villes comme Amsterdam, Prague et Budapest.
- 6° la promotion d'une véritable culture populaire tenant compte des réalités bretonnes, et non d'une culture commerciale et bourgeoise, véritable opium qui endort les masses et permet au capitalisme de mieux les asservir.

REPONSES DES CANDIDATS

Voici la liste des candidats qui — à l'heure où nous mettons sous presse — ont pu nous faire parvenir leur accord.

— Côtes-du-Nord :

1^{re} circonscription - Saint-Brieuc : M. LE FOLL (P.S.U.) ; M. QUEMPEL (P.C.F.), avec réserve sur le troisième point.

3^e circonscription - Loudéac : M. A. PERRAULT (P.S.U.).

4^e circonscription - Lannion : M. JAGORET (P.S.U.).

— Finistère :

1^{re} circonscription - Quimper : M. F. HAMON (P.C.F.), avec légères réserves ; M. DILOSQUER (P.S.U.) ; M. F. SALAUN (F.G.D.S.).

4^e circonscription - Morlaix : M. PRAT (P.S.U.).

— Morbihan :

2^e circonscription : M. A. RIVIER (F.G.D.S.).

Dans notre courrier, avec les lettres accompagnant ces réponses, nous extrayons les passages suivants. M. HAMON (candidat du P.C.F.) : « ... Pour la

culture bretonne à condition de lui donner un contenu progressiste. »

M. P. JAGORET (conseiller général, conseiller municipal de Lannion) : « Après en avoir pris connaissance, j'ai l'honneur de vous informer que je suis entièrement d'accord avec votre programme et, si comme je l'espère je suis élu, m'engage à le défendre au Parlement. »

M. Y. LE FOLL (maire de Saint-Brieuc) : « La réalisation des différents projets énoncés dans le programme que vous me soumettez, constitue naturellement l'un des objectifs vers lesquels devront s'engager les élus de la Gauche. Le P.S.U. est cependant convaincu que la réalisation de ces objectifs suppose

un changement de majorité et des orientations générales de caractère socialiste dans la politique économique et sociale de la France. »

M. PRAT (P.S.U.) : « ... Je suis entièrement d'accord avec le texte que vous présentez aux candidats de la gauche. Un des thèmes que je compte développer est résumé dans cette phrase de Yann Schier, dont vous apprécierez certainement la force : "Le travailleur breton est deux fois prolétaire : l'une en tant que Breton, l'autre en tant que prolétaire". »

M. A. RIVIER (F.G.D.S.) : « Je suis abonné à votre journal. Je partage vos espoirs pour une meilleure structuration de la Bretagne. (...) Je me borne à vous manifester mon accord total. »

Les pêcheurs bretons...

(Suite de la page 1)

PROSPÉRITÉ ?

Prospérité, quel mensonge pour les marins-pêcheurs bretons. Le déficit des ventes s'accroît sans cesse : depuis 1958, il a quadruplé, alors que les frais d'exploitation augmentent sans cesse. Les rémunérations des pêcheurs sont en diminution très nette alors que le coût de la vie, lui, est loin d'être stable. Cela est vrai pour les pêcheurs (de la catégorie pêche industrielle, comme une partie des pêcheurs de Lorient) qui touchent une rémunération mensuelle plus un pourcentage sur le produit de chaque campagne (pourcentage variable bien entendu). C'est encore plus vrai pour les pêcheurs qui sont uniquement payés à la part (cas de beaucoup de pêcheurs de la côte sud) ; les variations peuvent être énormes et il peut arriver qu'un pêcheur ne touche pas plus de 20 ou 30 F pour 15 jours de travail. Dans un port comme Concarneau, on peut estimer à 10 000 F (un million ancien) la moyenne annuelle de la rétribution d'un pêcheur. Il ne s'agit que d'une moyenne, c'est dire que ce chiffre est bien souvent en dessous de la vérité. Pour un travail si dur, si pénible jusqu'à l'abrutissement, travail où les risques sont encore importants, on est loin avec ce chiffre moyen d'une rémunération décente et fixe, sans parler d'exiger des protections sociales accrues.

RESPONSABILITÉ DU GOUVERNEMENT

La politique de libération des échanges poursuivie depuis 1958 n'a rien arrangé. En 1966, 67 000 tonnes de poisson ont été importées, dont 17 000 tonnes de soles en provenance des Pays-Bas ! Si ces mesures ont pour excuse les exigences du Marché commun, pourquoi depuis huit ans n'a-t-on pas préparé les pêcheurs à supporter la concurrence européenne ? Les autres gouvernements n'ont pas man-



Le "badge" de la V^e République, revu par Le Peuple Breton et ainsi offert à MM. Marcellin, Messmer, Bourges, etc.

qué de le faire. L'Allemagne, par exemple, n'épargne pas ses subventions à ses pêcheurs : 9 millions de D.M., soit 11 millions de francs, rien qu'en primes de

capture. Cela permet d'abaisser artificiellement le prix du poisson à la consommation et de le rendre concurrentiel sans que les producteurs en pâtissent. Les pêcheurs bretons ont vu se dégrader le marché, s'aggraver une distorsion des prix à la production et des prix à la consommation, distorsion dont ils sont les premières victimes.

LE POIDS DES INTERMÉDIAIRES

La responsabilité du gouvernement n'est pas seule en cause : le problème de la commercialisation est aussi primordial, mais il n'est jamais apparu scandaleux à un gouvernement dont le Premier ministre est un ancien employé de confiance de la banque Rothschild, que ce soient les intermédiaires, mandataires et mareyeurs qui contrôlent le marché d'un produit et non les producteurs en entente avec les consommateurs. Que ces intermédiaires subissent eux aussi maintenant certains effets de la crise ne doit pas masquer que leur rôle ne doit être qu'un rôle d'appoint, qu'une fonction de service et rien de plus. Il sera nécessaire que nous revenions sur ces problèmes de la commercialisation, sur la solution de la commercialisation directe. Pour le moment, les pêcheurs bretons doivent rester unis et continuer la lutte pour un juste salaire et des conditions de vie décente.

Michel DONGUY.

(1) Le Peuple breton, n° 34, octobre 1966.

— ADHÉREZ A L'U.D.B. —

CABINET

Le Berre et Plumereau

29, place de la République - B.P. 29
29 S - PONT-L'ABBÉ - Tél. 273

Crédits à la Construction
Transactions Immobilières
— et commerciales —
Rédaction d'actes S.S.P. - Baux
Locations

Pour résoudre vos problèmes

- de fiscalité
- de contentieux juridique
- Etudes financières

adressez-vous à

Joseph Moreau

59, avenue de la Gare
29 S - CONCARNEAU

B. P. 96

— REJOIGNEZ L'U.D.B. —

(Suite de la page 1)

l'idéologie, voilà l'ennemi, et les naïfs sont ceux qui croient à des programmes. Comme par hasard, cet éloge du vide idéologique s'associe à un anticommunisme foncier et ces messieurs qui prétendent être démocrates voudraient mettre hors la loi le jeu de la démocratie (sinon hors la loi judiciairement) quelques millions de citoyens qui ont le seul tort de contester, de mettre en question leur société et ses injustices.

Pour eux, il n'y a ni droite, ni gauche, et l'on peut alors lancer des opérations de séduction vers la Fédération, où il reste encore beaucoup trop de sujets aux tentations centristes. Faut-il rappeler que cet apolitisme est le masque le plus commode pour cacher une politique réactionnaire, une politique de droite et le reflet d'une impuissance à résoudre globalement dans la justice et dans la paix les problèmes posés au monde : c'est la complicité avec le désordre et l'injustice établis. Après avoir souhaité une augmentation de l'aide aux pays sous-développés et une meilleure utilisation, M. Fabre-Luce écrit, en parlant du socialisme : « ce mot est devenu si vague qu'il ne permet plus de tracer une frontière ». Le rapprochement avec les pays sous-développés montre l'hypocrisie de cette « réflexion apolitique » ; l'ouvrier agricole brésilien ou bolivien en lutte pour un partage des terres n'est-il pas socialiste ? La fin de la distorsion entre pays riches et pays pauvres, distorsion qui ne fait que s'accroître, ne passe-t-elle pas par une organisation socialiste du marché des matières premières ? Nul ne s'étonnera que le centrisme apolitique est en Bretagne une des « enveloppes »,

une des racines du colonialisme à l'euro-péenne que nous subissons.

DIALOGUE APOLITIQUE ENTRE M. FRÉVILLE ET M. BERCOU

A la suite du scandaleux renvoi de Y. Fremlin aux usines Citroën, M. Fréville, maire de Rennes, a écrit au directeur M. Bercot. Souhaitant « rétablir... cette atmosphère de confiance, de collaboration et de coopération », M. Fréville se place tout de suite en dehors des « affrontements idéologiques ou politiques ». M. Bercot, dans sa réponse, a beau jeu de se placer sur un plan « moral », de dénoncer « l'agressivité politique » des syndicats, de présenter une salme version : « un agent de maîtrise de plus de cinquante ans, poussé à bout par un jeune homme de vingt-neuf ans (sic) et injurié par lui publiquement, n'a pu se retenir et, à l'injure faite personnellement, a répondu par une gifle. » Et si vous ne comprenez pas, M. Fréville, M. Bercot pourrait vous expliquer le cas de Saint-Nazaire, où le chômage est le résultat logique de la mauvaise conduite des ouvriers. Apolitiquement vôtre...

M. Fréville, avec tout le prestige solennement entretenu autour de son « œuvre », peut paraître comme le type le mieux réalisé de l'homme centriste en Bretagne. La recette ? Se faire élire maire sur un programme apolitique de réalisation, en attirant dans le cas d'une grande ville autour de soi quelques hommes « de gauche » (radicaux) ; être suffisamment intelligent et compétent pour pouvoir présenter un bilan positif à la fin d'un mandat, même si les réalisations de prestige l'emportent sur les réalisations sociales, même si une grande firme dicte plus ou moins directement ses volontés.

C'est aussi un « reclassement » personnel pour certains autres. M. Rombeaut, candidat en Loire-Atlantique, eut des positions progressistes. Reclassement personnel qui marque un renoncement, une

absorption par le « marais » d'hommes qui luttèrent dans des formations de gauche (ancêtre du P.S.U.) et qui avaient une certaine conscience du caractère colonial du problème breton ; comme M. Omnes, maire de Plomelin, candidat du Centre démocrate à Quimper. On a préféré à la voie longue de l'éducation politique de l'opinion bretonne la voie courte d'une carrière politique qui aboutit, certes, à des réalisations concrètes indiscutables, mais qui se termine dans le rôle de politicien à la C.O.D.E.A., de gratifié d'une nomination au Conseil économique et social ou de suppléant d'un candidat gaulliste. Sur le plan de l'action pour notre pays, quel de plus caractéristique que le campanillisme à la petite semaine d'un Lombarde ; quel de plus triste que de voir suppléant de Michélet, M. Becam, ex-syndicaliste paysan, qui fut l'un des leaders paysans les plus fermes sur le problème breton ; quel de plus curieux que de rapprocher le dernier éditorial de M. Martray dans la Vie bretonne : « Apolitisme du C.E.L.I.B. » de sa nomination au Conseil économique et social en même temps que M. Le Duc, suppléant de Lelong, bras droit de Pompidou, candidat à Morlaix.

En Bretagne, au vide politique du centrisme s'ajoute un effet démobilitateur dans la lutte pour la survie de notre pays. Le gaullisme tend à faire de la Bretagne un désert : le centrisme l'aide en desséchant les énergies.

Y.-C. VEILLARD.

BAR BRESTOIS

1, place Sainte-Anne - RENNES
Le rendez-vous des Finistériens
Ouvert jusqu'à minuit
CHOUCHEN - TÉLÉVISION - LECTURE

Cités M.N.E.F. ...H.L.M. ...La Touche ...Mixité LES ETUDIANTS : ADULTES ET IRRESPONSABLES ?

Au début de cette année, la section de la Mutuelle nationale des étudiants de Rennes annonçait la décision d'établir la mixité dans les cités qu'elle gère, c'est-à-dire que la possibilité d'accès à ces cités n'est plus réservée aux seuls garçons.

Nous avons demandé au vice-président logement de la M.N.E.F. Rennes, Rémy Quenet, et à deux étudiants qui se sont occupés de ce problème du logement, Bruno de Calan et Jean-Yves Martineau, de répondre à nos questions.

GROUPE D'ETUDES U.D.B.
DES CITÉS DE RENNES

● Pourrais-tu me dire dans quelles circonstances fut décidée la création de cités ? Quels furent les principes qui présidèrent à cette prise en charge par la M.N.E.F. de logements étudiants et le but de cette initiative ?

B. de CALAN. — Il y a une dizaine d'années, lorsqu'il ne s'agissait encore que d'un projet avec une expérience de réalisation, le syndicat avait eu une position hostile au principe du village universitaire (type Antony) et à fortiori du campus.

Face à l'obstacle présenté au développement des logements sociaux aux étudiants par le pouvoir de l'époque : le manque de crédits, la M.N.E.F. a présenté un mode de financement original des logements étudiants : l'utilisation des offices H.L.M. Ce principe, fortement condamné à l'époque, a depuis été pris à son compte par le gouvernement (cas de Villejean).

L'animation culturelle était considérée comme devant être prise en charge par les étudiants eux-mêmes. Elle devait d'ailleurs se faire en collaboration avec l'ensemble des habitants du quartier. A ce point de vue, il y a eu échec.

Dans le cadre lui-même de la cité, l'échec s'explique sans doute par une erreur d'analyse de la Mutuelle : la communauté du logement influe fort peu sur la formation des groupes de culture et de loisir. Au niveau étudiant, c'est beaucoup plus la communauté des centres d'intérêt (même type d'études, mêmes goûts sportifs ou culturels, mêmes types d'orientation politique ou syndicale) qui crée les groupes que la proximité du logement.

Enfin la création de logements « jeunes ménages » était un phénomène nouveau : jusque là l'administration n'avait jamais envisagé le problème. Ces logements ont aidé à répandre la notion de droit de l'étudiant à disposer d'un logement H.L.M. si ses conditions sociales sont les mêmes que celles exigées d'un

travailleur.

R. QUENET. — La Mutuelle s'est aperçue qu'il y avait déficience dans le logement étudiant (loyers prohibitifs, confort et hygiène douteux, isolement au sein d'une société qui le comprend rarement et le rejette souvent) et que les cités créées par le Centre régional des œuvres ne répondaient pas aux besoins et aux préoccupations de l'étudiant.

Il a donc paru intéressant à la Mutuelle de prendre à sa charge des logements étudiants : célibataires et jeunes ménages.

J.-Y. MARTINEAU. — Un colloque en 1960 avait été réuni à l'époque. Considérant qu'il n'y a pas de problème du logement étudiant, mais un aspect étudiant du problème du logement, il avait été envisagé à l'époque de créer des cités mixtes étudiants-jeunes travailleurs.

● Quel fut le résultat de l'implantation dans les quartiers populaires de cités gérées par des étudiants,

J.-Y. MARTINEAU. — Le quartier de La Touche n'est pas à proprement parler un quartier populaire : le loyer est très légèrement supérieur à celui des H.L.M. et la majorité des locataires appartient à des couches socio-professionnelles intermédiaires, employés de bureaux, fonctionnaires. D'autre part il ne peut avoir l'animation de certains quartiers rennais ; ne comprenant aucun commerçant, il ne possède pas cet élément dynamique et intéressé à la base de la plupart des comités de quartier.

Les relations entre la cité étudiante et le quartier ne sont établies qu'à un niveau bureaucratique. En effet trois sièges étaient traditionnellement réservés aux représentants étudiants au sein du Comité des usagers. Ils ont contesté le mode de travail de ce comité trop enclin à l'immobilisme et aux revendications étroites d'usager. Gênés par les rivalités politiques internes qui se faisaient jour

au sein de ce comité et aussi par la désaffection de l'ensemble du quartier, ils ne purent mener à bien leur projet d'animation. Cependant par leurs critiques répétées ils ont amené les usagers à se poser le problème de l'inexistence d'infrastructures socio-éducatives et cette revendication fut satisfaite en partie et bien longtemps après la création d'un local pour les jeunes. Les interventions auprès de l'office H.L.M. d'un représentant des jeunes ménages étudiants a permis l'établissement de mesures de protection indispensables pour les enfants.

Malgré tout, ces résultats étaient loin de répondre à notre attente et à nos tentatives d'intégration. La rupture qui devait survenir après un an de collaboration était en partie due à une incompréhension fondamentale entre étudiants et habitants du quartier : l'incompatibilité de deux rythmes de vie différents, d'une part la vie nocturne et parfois bruyante des étudiants incompatible avec le besoin de repos des travailleurs, d'autre part chez les habitants du quartier, la persistance de représentation traditionnelle de l'étudiant, insouciant et libertin. Il faut reconnaître aussi de la part des responsables M.N.E.F. une certaine utopie : le désir de contact rejoignait l'idéologie alors en faveur dans le milieu étudiant après la guerre d'Algérie, les actions intersyndicales, les colloques interprofessionnels, voire même chez certains le côté apostolat, action pour l'enseignement permanent et la promotion sociale.

Les représentants étudiants se sont levés aussi sur la bonne volonté de leurs citadins, déjà engagés pour la plupart dans d'autres activités para-universitaires.

Cet échec de l'expérience à Rennes n'a pas changé l'optique de l'intégration de l'étudiant dans la population active, puisque la Mutuelle lance à Grenoble l'expérience Alpin II avec des moyens plus adaptés : position centrale de l'ensemble étudiant, cafetaria ouverte à la population... et aussi l'esprit de Grenoble.

● Pourrais-tu me donner des précisions sur l'origine socio-professionnelle des locataires ?

R. QUENET. — Etant donné que le loyer est calculé en fonction de la location à l'office des H.L.M., des dépenses d'entretien, de l'amortissement du mobi-

lier, et que la Mutuelle ne reçoit aucune subvention, son montant est supérieur à celui en vigueur dans les cités du C.R. O.U.S.

L'étudiant le plus défavorisé, surtout au niveau des deux premières années de faculté, où le taux des bourses est faible, ne dispose pas a priori de moyens financiers de souscrire à ce loyer. Toutefois, nombreux sont ceux qui mettant en jeu leur liberté et leurs moyens financiers préfèrent se loger en cité de la Mutuelle, quitte à réduire par ailleurs leurs dépenses de loisirs.

J.-Y. MARTINEAU. — Etant donné les réponses précédentes une étude de l'origine socio-professionnelle des locataires révélerait une majorité de citadins issus du milieu enseignant et des professions libérales.

● L'établissement de la mixité dans les cités de la M.N.E.F. est-elle une bombe démagogique lancée dans le milieu étudiant de gauche, à l'heure où celui-ci se préoccupe de plus en plus des problèmes psycho-sexuels ?

R. QUENET. — Le problème de la mixité, a priori a été pour nous, syndicalistes une contestation de ce qui existe et de ce qui est l'œuvre du gouvernement en place, ainsi que des forces réactionnaires régnantes sur le plan local. Sur ce point, il est donc certain que dans cette recherche il y a une motivation politique.

Par ailleurs, désireuse de maintenir une certaine cohésion dans ses réalisations et de ne pas bouleverser dans des buts égoïstes la vie collective de ses résidents, la Mutuelle a tenu à maintenir au premier plan de cette initiative l'aspect sociologique et psychologique que pouvait entraîner une telle modification dans le contexte de vie dont on sait ce qu'en a fait la société bourgeoise actuelle, avec ses vestiges de puritanisme, de traditionalisme et d'hypocrisie qui sont notre héritage.

B. de CALAN. — La mixité n'a absolument pas pour but de proposer une solution aux problèmes sexuels des étudiants (la Mutuelle s'est intéressée par ailleurs à ces problèmes et nous pouvons sans doute remettre en cause leur existence même). Il semble que la sexualité, en milieu étudiant comme ailleurs, ne peut pas être considérée comme un facteur pathogène mais qu'elle peut seulement intervenir comme un révélateur de problèmes psychologiques.

D'autre part je ne voudrais pas perdre l'occasion de remettre en cause ce fait que « le milieu étudiant de gauche se préoccupe de plus en plus des problèmes sexuels ». Je crois qu'en en faisant un facteur important de discussion, il s'intègre complètement à un courant du mouvement exacerbant une certaine sexualité. L'exaltation de la puissance sexuelle, de la masculinité, de la féminité, est une entreprise publicitaire lancée d'abord aux U.S.A. et parfaitement intégrée à notre société capitaliste de consommation. Il s'agit d'un processus artificiel dangereux : un produit ne se vend plus s'il n'est pas présenté par une jolie « pépée ».

Non seulement donc la section M.N.E.F. n'a pas voulu utiliser ce courant d'opinion, mais nous en contestons même la valeur.

Nous savons bien que l'installation effective de la mixité va faire du bruit dans le milieu étudiant de Rennes, et nous en sommes ravis, si cela peut augmenter la force de contestation de notre expérience face aux cités de l'administration, mais, encore une fois, nous n'envisageons pas d'aborder par ce biais les problèmes sexuels.

D'ailleurs, dans la mesure où nos cités ont de tout temps été ouvertes à tous, cela ne pourra ni gêner, ni aider les étudiants désirant entretenir des relations sexuelles.

J.-Y. MARTINEAU. — La recherche sur les problèmes de mixité s'intègre naturellement dans l'ensemble de la recherche sur les problèmes de santé (physique et mental) du milieu étudiant.

(Suite page 2)

* Centre régional des œuvres universitaires.

ENTREPRISE DE MAÇONNERIE
TRAVAUX PUBLICS
LE TOULLEC
PLONÉOUR : Place Victor-Hugo
LE GUILVINEC : Robiner en Plomour
Tél. 1-72

(Ce mois-ci nous vous présentons deux ouvrages sur la Bretagne aux propos assez différents, mais qui tous deux méritent notre attention et suscitent notre réflexion.)

Yann BREKILIEN, la Vie quotidienne des paysans en Bretagne au XIX^e siècle (Hachette).

Un monde clos, replié sur lui-même, difficile à approcher, vivant en autarcie, nourri de sa propre culture, car l'autre, la grande culture sur laquelle cogitent nos bêtes à tout faire de la littérature le pénétrait si peu, lui était même refusée ou alors imposée de force, ce monde paysan, quel est l'historien qui aurait, il y a encore peu, consenti à lui accorder le moindre attention. On sait à peu près tout aujourd'hui sur les sociétés aztèques et incas et l'on ignore tout sur la vie de nos grands-pères (pourant plus de 70 % des Bretons ont des attaches paysannes récentes). Yann Brekilien a pris sur lui de réparer ce crime de l'esprit et, ma foi, il s'en est assez bien tiré. Pourtant, sa vocation n'est pas celle d'un ethnographe et l'on peut évidemment relever, de ci de là, des défauts de méthode. Disons à sa décharge que les documents ici n'abondent pas et que là ils ont été peu étudiés. Aussi, plutôt que de faire une thèse exhaustive sur ce qui demanderait plusieurs études spécifiques (chaque chapitre de son livre pourrait prêter à des élargissements et approfondissements beaucoup plus substantiels), il s'est contenté, à partir de tous les documents actuellement disponibles, de retracer tout simplement la vie de nos parents ou grands-parents, en animant un récit qui aurait pu être austère, par des dialogues et des anecdotes qui en rendent la lecture aussi agréable que celle d'un roman. Le paysan, il sait nous le situer dans son cadre, le faire agir dans son travail journalier, dans les grandes cérémonies profanes et religieuses. Mais où il excelle surtout, c'est dans la description de ce monde culturel totalement différent du monde culturel urbain dans lequel était plongé le paysan breton. Description des costumes recouvrant les différents clans, des superstitions, chants et danses, poésies populaires, etc., si bien que ce livre a reçu l'approbation de nombreux paysans d'aujourd'hui, son meilleur label de garantie.

S'il nous fallait émettre un vœu, ce serait celui de voir ce livre susciter de jeunes vocations pour des études spécifiques sur la condition sociale des paysans (y avait-il plusieurs classes, ces classes correspondaient-elles aux différents modes de tenures?) et sur leurs mentalités politiques, le bref chapitre consacré à l'opinion nous paraissant léger. Dans une collection de vulgarisation, on comprend que l'auteur ait été amené à réduire la place de ces deux thèmes; il s'agissait avant tout de réaliser une synthèse vivante à partir des matériaux existants. Avant d'avoir des études en profondeur des phénomènes économiques et sociaux qui ont marqué la Bretagne au XIX^e siècle et en tenant compte du fait que les mentalités d'aujourd'hui ne sont pas sans lien avec celles d'hier dans ce monde stable de la paysannerie, la lecture de ce livre doit être conseillée.

Cl. RICHARD.

Michel PHILIPPONNEAU, la Gauche et les régions (Collection « Question d'actualité », Calmann-Lévy).

GAUCHE, QU'AS-TU FAIT ?

Englués dans l'héritage, déformé par le bonapartisme, de la tradition révolutionnaire, laissés par la presse et leurs cadres dans l'ignorance la plus complète des problèmes des régions où ils vivent, les hommes de gauche, et en particulier les Bretons, ont jusqu'ici été incapables de dénoncer efficacement les résultats de la politique centralisatrice et libérale de l'Etat français, et surtout de proposer une politique de gauche dans le domaine de l'aménagement du territoire. C'est à eux, comme aux citoyens en général, que s'adresse Michel Philipponeau dans son livre *la Gauche et les régions*, fruit de quinze ans d'expériences et de satisfactions, mais aussi de déboires et de remises en question, au service de la Bretagne. Il s'efforce d'y déceler une conception véritablement progressiste et démocratique en "matière régionale", en dénonçant la double aliénation, économique et politique, et la véritable exploitation coloniale dont souffrent un certain nombre de pays de l'hexagone.

"L'ÉVEIL RÉGIONAL" SANS LA GAUCHE

L'auteur montre d'abord combien la gauche porte le poids du passé en matière de démocratie régionale : elle est paralysée par l'héritage du centralisme radical — personnaliste par Clemenceau — système oppresseur venu en

droite ligne de la dictature bonapartiste. Aussi "l'éveil de la conscience régionale" s'est-il fait sans elle, notamment en Bretagne : des individualités honnêtes, emplies du "désir de servir", étrangères aux groupes politiques traditionnels, se constituent dès l'après-guerre en groupes de réflexion, qui deviennent bientôt des centres d'animation, rallient à eux des notables, une partie de la bourgeoisie locale, et même des syndicalistes, surtout agricoles. C'est l'essor du C.E.L.I.B., qui devient un groupe de pression : dès 1955, les résultats se font sentir, ceci jusqu'en 1962. Le pire est évité, Paris grandit moins vite, mais il reste encore beaucoup à faire. 1962 : le gaullisme, qui s'est bien implanté localement, triomphe aux élections. La conjoncture change, l'industrialisation marque le pas, les notables trahissent : le C.E.L.I.B. groupe de pression a vécu. Ici l'interprétation manque, l'analyste hésite. Effrayés d'être allés si loin, les notables se sont retrouvés dans la C.O.D.E.R., simple démultiplication du pouvoir central. Ne doit-on pas penser que c'est là l'échec de la solution de la bourgeoisie, de la tentative fédéraliste en régime capitaliste ? Que les avantages de la décentralisation (primes, main-d'œuvre exploitable à merci) ne compensent plus l'intérêt d'une localisation géographique dans le cadre de l'Europe libérale et lotharingienne qui s'ébauche ? Le C.E.L.I.B., qui se veut apolitique, n'a pu résoudre cette contradiction qui, elle, est politique. Quant à l'annexion de la politique régionale au domaine réservé qu'évoque ensuite M. Philipponeau, ne doit-on pas l'expliquer par la reprise en main totale du gouvernement et de la haute administration par la bourgeoisie d'affaires, les grands intérêts économiques qui, comme le note M. Viansson-Ponté (1), « n'ont plus besoin de faire pression sur le pouvoir puisqu'ils sont installés au cœur même du dispositif » ? Ainsi le C.E.L.I.B., annihilé par ses divisions politiques et l'absence de base populaire véritable, ne peut rien contre la réforme régionale de mars 1964, qui instaure une centralisation extrême.

LA DOUBLE ALIÉNATION

Il en résulte ce que l'auteur appelle « la double aliénation », politique et économique, quoique « le gaullisme n'a fait qu'accroître une évolution déjà ancienne ». Cela s'est traduit par l'utilisation de la C.O.D.E.R., le débauchage d'individualités jadis combattives, la substitution de l'esprit de clocher à l'esprit régional, l'intoxication intensive de l'opinion, d'où un asservissement des esprits accru par la démission des responsables. Il faut avouer que la gauche a laissé faire sans protester, complexée dans son bonapartisme au point de négliger d'accroître les contradictions du capitalisme là où elles sont les plus criantes : dans les régions sous-développées.

L'auteur dénonce avec vigueur l'aliénation économique des régions : les investissements sont décidés d'en haut, financés par les collectivités locales appauvries, tandis que les formes néo-colonialistes d'exploitation s'y développent librement. La conclusion est claire : « la solution ne peut être trouvée que dans le cadre d'un régime démocratique donnant à chaque région, à chaque collectivité locale l'autonomie de gestion des affaires qui sont de son ressort, mais aussi d'un régime socialiste mettant fin à l'exploitation de l'homme par l'homme, subordonnant les intérêts privés et la recherche exclusive du profit individuel aux intérêts de la collectivité. »

LES PROPOSITIONS

L'auteur définit enfin la politique économique d'une démocratie socialiste et développe notamment les notions d'élaboration démocratique du plan, de propriété régionale, forme souple et originale de socialisation des biens et des moyens de production. Après avoir noté que les "régions" françaises relativement autonomes sur le plan économique sont celles où le niveau de vie est le plus élevé, il insiste sur la nécessité de créer des milieux économiques régionaux autonomes, avec un découpage démocratique des régions. Pour le cadre institutionnel, il propose un bicamérisme et un exécutif, en insistant par ailleurs sur la « nécessité d'appuyer la réforme régionale sur un capital historique et culturel ». Il suggère enfin une loi-cadre qui permettra aux régions et aux communautés qui seraient prêtes à adopter le nouveau schéma d'en demander l'application, comme en Italie où, sur les dix-neuf régions reconnues, cinq ont demandé et obtenu leur autonomie. Cette proposition paraît pertinente.

En posant le problème d'une organisation économique réellement décentralisée à l'opinion française au travers de son expérience bretonne, M. Philipponeau emploie les termes de "région", de "conscience régionale", préconise des Insti-

LE PEUPLE BRETON

se penche sur son passé

Chronique culturelle

II. - Tanguy Malmanche

AU MATIN SUIVANT LE SOLEIL LUIRA...

On doit à la vérité de dire que les personnages de Tanguy Malmanche ressemblent aussi parfois à de franches canailles.

Le héros du *Marvailh an ene naonek* est un forçat évadé du bagne de Brest ; Lan, le fiancé de Del, est né dans un bouge anglais, d'une fille de joie et d'un ivrogne, à moins que ce soit d'un sanglier. Dans *An Antekrist*, l'enfant chéri de Malmanche, c'est le juvénile de Beaumanoir, Guy Eder de La Fontenelle, une belle petite fripouille puant le musc et la peau d'Espagne, qui se tailla une renommée à coups d'épée dans les chairs vives de Yann Gouver. Un maître pillard qui ne s'arrêta d'égorger que pour empoigner la torche ou forcer les pucelles. Bref, la plus odieuse figure de reître qui ait jamais chevauché dans les cinq évêchés. Un lansquenet de grande race ! Quant aux *Paganiz* eux-mêmes, cela fait belle lurette que l'on ne se fait plus d'illusions sur la manière assez spéciale dont ils assuraient leur subsistance. Mais qui oserait lancer l'anathème contre ces meneurs de vaches enlarnées, après avoir entendu Falc'han dire leur fait aux gens du roy !

Ah, qu'au lieu de passer ses journées et ses nuits si loin, là-bas, dans son grand manoir de Paris, à jouer le brellan au milieu de ses femmes, la bedaine à la table et le dos à la flamme, que le grand roi s'en vienne, à l'entrée de l'hiver, quand hurle la tempête et quand bave la mer ! Qu'il voie fouiller le sable à travers les rafales, lorsque la femme pleure et que les enfants râlent ! Qu'il vienne seulement goûter à notre pain cuit sous le triste feu de lande et de crottin ! Qu'il voie ceux que l'on met à même dans la terre, quand on n'a pas de bois pour leur faire une bière ! Qu'il sache la souffrance, et la faim et le froid ! Ah qu'il vienne, qu'il vienne et qu'il dise ton roi, que le vaisseau qui vient se jeter sur nos côtes, que l'étranger qui vient dans nos maisons, que l'hôte — l'hôte même qui de notre pain a mangé ; qu'il dise que le bris et que le naufragé ne sont pas notre droit, notre bien, notre chose... Oui, qu'il vienne ! Et, cela, qu'il le dise, s'il l'ose !... (6)

Il faut bien que ce bel élan de révolte débouche sur autre chose que de la résignation, dut-on y perdre encore un peu plus de son humanité ! Au point où on en est...

Est-ce au "marc'heg estranjour", au chevalier étranger qu'il faudra donner carte blanche pour agir ? N'est-il pas lui-même curieusement déchiré par des élans contraires. Perig, son écuyer, c'est encore une manière de Salaün, mais un Salaün qui a retrouvé le goût des destinées terrestres et qui sult fidèlement son maître même si c'est pour courir au devant de la plus cruelle des désillusions. On n'a pas fini de disserte sur le sens caché de ce "Mystère en trois journées et une éternité".

Antronoz vintin a heol a savo

Pez a oa kuzet a vo dlzolo.

Au matin suivant, le soleil luira,
la chose cachée se dévoilera.

Doit-on, comme Maodez Glanndour, voir la transposition pure et simple du drame breton dans l'histoire de cette Aziliz qui se refuse obsti-

tutions politiques autonomes, mais parmi ces "régions" n'y a-t-il pas une différence de nature ? Comment expliquer que c'est de Bretagne que vient aujourd'hui ce livre ? Il aurait peut-être été bon de reprendre la notion d'éthnie et de la comparer avec celle de région, d'aller plus loin dans l'analyse. Il aurait été alors possible de faire le lien avec la conclusion qui élargit à l'Europe le cadre étatique en prévoyant la création d'un « sénat de régions européennes ».

Ce livre est donc une analyse compétente (bien qu'un peu discrète sur certains aspects

nément au chevalier qu'elle aime et qui lui est dévouée au péril de son âme ? L'hypothèse en est séduisante (7). Mais le forgeron de Courbevoie a trop raillé le messianisme béat des Arthuristes de tout poil, trop fustigé un certain celtisme croupissant pour ne pas inspirer une salutaire prudence à ceux qui prétendraient l'expliquer.

N'eus ket a gentel e pezhioù Malmanche, a écrit Roparz Hémon (8). Et de fait, Tanguy Malmanche n'avait rien d'un bailleur de conseils. Les énigmes qui jalonnent ses "mystères" vous ont des clartés trop vives et trop chatoyantes pour qu'on soit tenté de les résoudre ailleurs que dans le secret de son cœur.

••

Une certaine malchance s'est acharnée sur le théâtre de ce meneur de rêves. Les beaux efforts de Jean Moign et de ses comédiens bretons à Lokronan n'y changent rien. C'est là un théâtre qui se lit plus qu'il ne se joue. Représenter *Gurvan* en français c'est déjà le trahir car on sait, depuis *Spered ar Vro* (9) ce qui l'emportait chez Malmanche, de la langue de son esprit ou de l'"idiome" qu'il appelait tendrement le patois de mon cœur (4). Il reste de ceux qui n'ont jamais compris qu'on puisse ne pas aboyer chez les chiens, hurler avec les loups, et parler breton en Bretagne (5). La langue bretonne est une belle garce. Quand vous l'avez dans la peau, elle peut vous cocuffer impunément. Il va donc sans dire qu'elle n'a pas procuré que des joies à ses galants. Malmanche, entr'autres, lui a dû bien des désillusions. Mais il a pourtant gardé bon pied bon œil. Avec près de vingt ans d'avance il a senti la nécessité d'une révolution dans la république des Lettres celtiques. Le premier il a compris que le salut de la civilisation bretonne était inséparable de la promotion d'une littérature véritablement digne de ce nom ; que le plus bel atout de notre langue n'était pas son passé, mais bien la virginité de ces terres nouvelles promises à tous ceux qui n'ont pas froid au cœur.

Des langes au linceul du linceul à l'église de l'église au charnier puis du charnier au vent au cours des temps s'en sont allés (5)

les cendres de ce chevalier étranger, de ce messager de l'Au-delà qui avait nom Tanguy-le-Forgeron, et qui dut rompre bien des lances contre les moulins, avant de s'en aller retrouver en tu all d'ar stered, de l'autre côté des étoiles, la fraîcheur des fontaines de Brocéliande.

Antronoz vintin ar c'hog a gano An neb a gouske a zihuno. (5)

Au matin suivant, le coq chantera
Celui qui dormait s'éveillera.

(4) In — Introduction à la Vie de Salaün qu'Ilis nombrèrent le Fou.

(5) In — *Gurvan ar Marc'heg Estranjour*.

(6) In — *Ar Baganiz*, acte III, p. 109.

(7) In — *Al Iamm*, n° 38. *Arouezezh Gurvan gant Maodez Glanndour mao-mezheven*, 1953.

(8) In — *Al Iamm*, n° 38. *Tangl Malmanche gant Roparz Hémon*.

(9) Voir *Al Iamm*, n° 38. *Tangl Malmanche, Stourmer gant Per Denez*. Voir également *Al Iamm*, n° 114. *Tangl Malmanche gant Mikaela Kerdran*.

comme la socialisation des unités de production) ; à la fois historique et prospective, elle fera date et espérons que bientôt elle date.

L'ensemble des exemples et des statistiques sont pris en Bretagne ; ce livre n'en sera que plus utile aux Bretons conscients, aux hommes de gauche progressiste. Ce sera pour tous un précieux instrument de formation et de réflexion.

J.-J. M. et G. JAFFREDOU.

(1) P. Viansson-Ponté, *les Politiques. Bilan de la V^e République* (Calmann-Lévy).

MIROITERIES DE L'OUEST

Installations de magasins — Produits verriers des manufactures

TY BOS — QUIMPER — Tél. : 6-47 et 37-47

REVOLUTION dans les campagnes bretonnes les G.A.E.C.

Après avoir cherché à acheter en commun le matériel (C.U.M.A.), on a cherché à organiser le travail en commun sur des chantiers saisonniers, étudiés et organisés au préalable : d'où la diffusion de la formule des "banques de travail" (1). Il apparaît que ces deux catégories d'associations sont souvent le prélude à des regroupements et fusions en un seul atelier permanent de secteurs homologues de plusieurs exploitations (porcheries collectives par exemple), voire d'associations complètes de plusieurs agriculteurs sur une même exploitation. C'est ce que l'on appelle G.A.E.C. (2), ou groupement agricole d'exploitation en commun.

I) POURQUOI DES G.A.E.C. ?

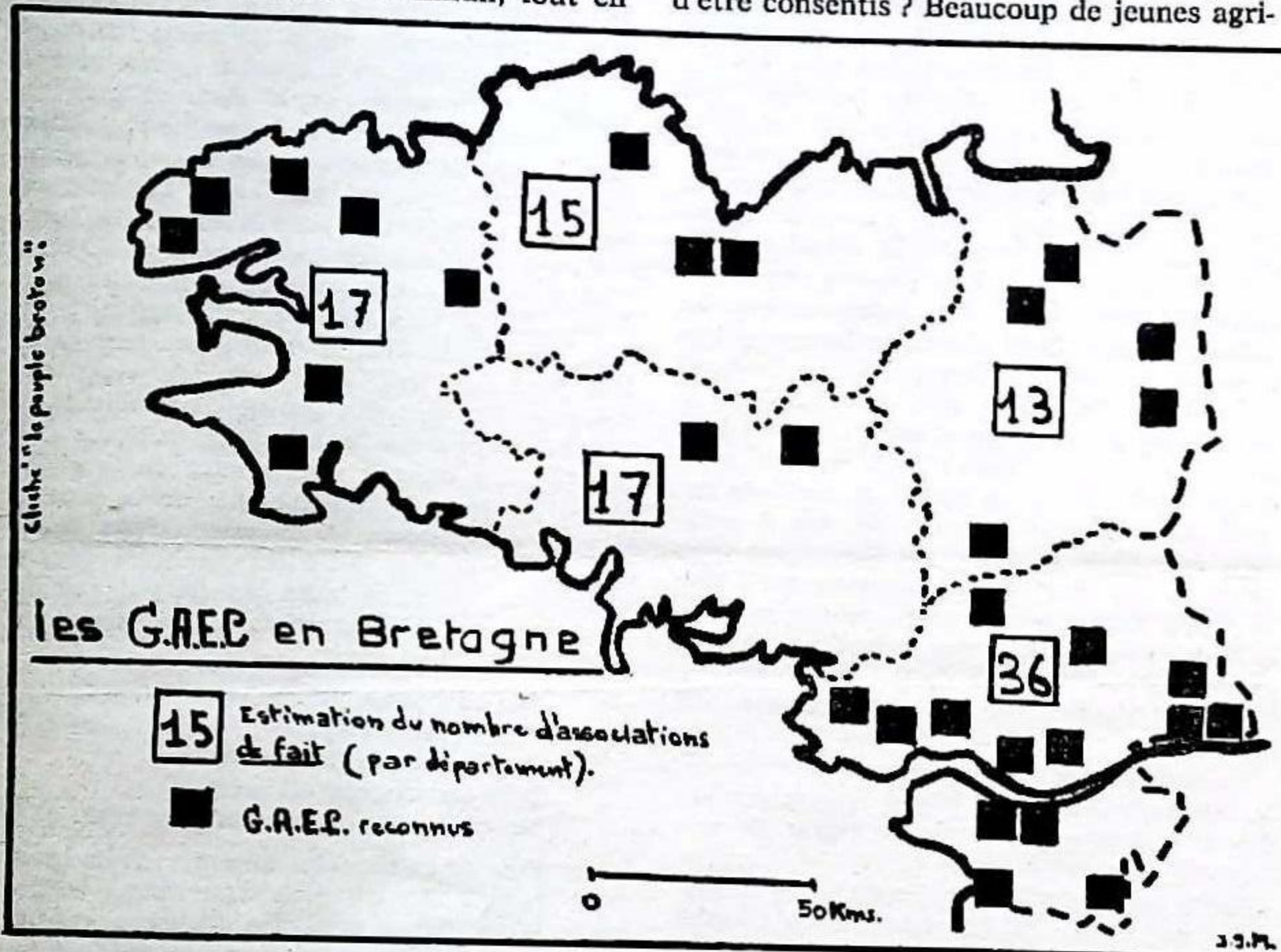
Les G.A.E.C. ont d'abord pour objet l'amélioration des conditions de vie et de travail des personnes actives de l'exploitation agricole et de leur famille. Les associés collaborent dans l'égalité et s'apportent une aide permanente en concentrant leurs moyens de production et en réalisant leur travail en commun, tout en

des moyens de production, que l'on pourrait appeler « collectivisation volontaire », ne va pas sans certaines limites apportées à la liberté individuelle. Il faut d'abord se mettre d'accord sur la part d'intérêt à donner à chaque associé. Il faut en outre accepter l'obligation du travail en commun sur l'exploitation commune. Il s'agit en effet de donner la possibilité à des égaux de s'organiser et non d'aboutir à une concentration de type capitaliste où tout le personnel serait sous l'autorité d'un chef d'exploitation du travail, c'est-à-dire sa rationalisation. En échange, le G.A.E.C. verse aux associés un salaire mensuel supérieur au S.M.A.G. (3), sans dépasser six fois ce montant.

Contrainte plus pénible, la responsabilité des membres du groupement devant les créanciers : chaque associé est responsable pour un montant égal à deux fois le capital social qu'il possède.

III) UN ESSOR ETONNANT

De tels sacrifices valent-ils la peine d'être consentis ? Beaucoup de jeunes agri-



conservant la responsabilité et l'initiative que permettait l'exploitation familiale.

II) COMMENT CONSTITUER UN G.A.E.C. ?

a) Mise en commun.

Les membres du G.A.E.C. doivent tout d'abord mettre quelque chose en commun : d'où la nécessité d'apports en numéraires, en nature et en connaissances. Ainsi le futur associé s'engage à fournir au G.A.E.C. une certaine somme d'argent, dont le groupement se servira pour faire les achats nécessaires à son activité. Il apporte aussi son matériel, ses animaux, ses terres (s'il en a). Pour l'apport en industrie l'associé-apporteur est en général spécialisé dans une branche particulière (tailleur d'arbres fruitiers, mécanicien, etc.). Le capital social du groupement consiste en la réunion de la valeur de tous les apports en numéraires et en nature, soit à la constitution soit plus tard. Cette valeur constitue le gage préférentiel des créanciers du groupement.

b) Le cadre juridique.

Une loi de 1962 a donné au groupement le statut de société civile. Une loi de 1964 a prévu pour lui un régime de faveur, mais en décourageant les associations de grande envergure, de type « kolkhoze ». Les statuts définitifs ne sont parus que le 20 mars 1965 et stipulent que le G.A.E.C. doit être reconnu par un comité départemental d'agrément présidé par le préfet et comprenant des représentants des services agricoles, des agriculteurs, etc.

c) Libre acceptation de contraintes collectives.

Il va de soi qu'une telle mise en commun

culteurs bretons ont déjà répondu « oui ». Trente et un G.A.E.C. ont déjà été agréés en Bretagne (voir carte), soit environ 17 % des G.A.E.C. de l'hexagone pour 11 % de la population agricole, ce qui est remarquable si l'on considère le vieillissement considérable des agriculteurs bretons (56 % d'entre eux ont plus de 50 ans). Seul la Charente-Maritime et ses cantons limitrophes, qui bénéficient d'une tradition coopérative très ancienne et d'une prospérité qui favorise les investissements intellectuels, ont fait mieux (32 %). Quant aux riches propriétaires du Bassin parisien, ils n'ont pas ressenti le besoin de se lancer dans des expériences de ce genre.

En Bretagne, c'est la Loire-Atlantique qui est en tête du mouvement, devant le Finistère, malgré une Chambre d'agriculture peu portée à encourager la « collectivisation volontaire ». En comptant les G.A.E.C. de fait, c'est près de 100 G.A.E.C. qui fonctionnent actuellement dans les cinq départements.

Seul un expérimentateur de la formule pouvait faire un bilan à la fois objectif, complet et « vécu » d'une expérience aussi révolutionnaire.

J.-J. MONNIER.

Notre prochain article : Un président de G.A.E.C. répond aux questions du « Peuple Breton ».

(1) Voir nos précédents articles sur l'agriculture de groupe dans le Peuple Breton.
(2) Pour tout autre renseignement sur les G.A.E.C., voir la revue Agriculture de groupe, de l'U.G.E.A., 45, rue de Naples, Paris.
(3) S.M.A.G. : salaire minimum agricole garanti.

LE PROBLÈME BRETON DE BREST A NANTES



COTES-DU-NORD. — L'U.N.R. Richet inaugure la campagne électorale et les H.L.M. qu'il trouve sous la main (il n'y en a pas tellement). Ainsi celui de Plédran fut-il inauguré en grande pompe, bien que non terminé, mais qu'importe... Qu'importe aussi que l'Office départemental ait un trou de 40 millions qu'il ne sait comment combler ! Il n'a pas non plus informé ses électeurs du fait que la Caisse de Sécurité sociale avait refusé de subventionner ce projet, parce que le logement des personnes âgées se trouvait éloigné de toute agglomération.

N'est-ce pas un autre U.N.R., maître Blandin de Lannion qui se permet de faire du chantage : pas de subventions si ce n'est pas le député de la majorité ! Certains de ses administrés qui attendent deux ans les aménagements collectifs (trottoirs, éclairage) d'un nouvel ensemble ne manqueront pas de rappeler son « efficacité » à cet apprenti maître-chanteur.

FINISTÈRE. — A Pont-Aven des menaces de chômage pèsent sur les ateliers de fabrication des boîtes métalliques des conserveries Lomenech. On s'emploie à rassurer les ouvriers y travaillant en leur promettant soit un transfert à la fabrication de conserves ou, plus hypothétique, aux usines de Concarneau ou de Moélan. La crise de la conserve dont nous nous étions faits l'écho (n° 15, février 1965) continue à augmenter le nombre des chômeurs en Bretagne.

ILLE-ET-VILAINE. — A la laiterie Bécherel, 29 employés seront licenciés ; en mai 1966, l'entreprise avait déjà licencié 50 personnes dont la direction avait assuré le reclassement tant bien que mal. Il n'en est pas question cette fois-ci et le fait que, sur l'intervention du préfet de la région — élections obligent —, ces licenciements seront étalés dans le temps n'enlève rien à la gravité de ces faits. Après Montreuil-sur-Ille (fermeture de SOBRAVIC et de SONORAL), voici une nou-

velle commune victime de l'aménagement du territoire du gouvernement national-gaulliste et de la bataille des trusts de l'industrie laitière.

Peu de temps après, la clique magistrats dont le bruit s'est répercuté dans toute la Bretagne, une grève des 650 ouvriers de l'entreprise GARNIER à Redon, a illustré la protestation des travailleurs contre les méthodes patronales. Un incendie s'étant déclaré dans un four alimenté par du fuel, l'ouvrier forgeron qui en avait la charge avait été réprimandé par la direction et mis à pied pour une journée, bien que sa conscience professionnelle n'ait pas été mise en défaut.

LOIRE-ATLANTIQUE. — Poursuivant « l'aménagement » de la métropole d'équilibre Nantes-Saint-Nazaire, le transfert de l'atelier de la D.C.A.N. et la fermeture de la base américaine font planer sur Saint-Nazaire de nouvelles menaces de chômage. A ces menaces, l'administration préfectorale a répondu par de vagues promesses de reclassement ; l'administration préfectorale et le gouvernement se contentant de promettre un bel avenir à la façade atlantique pour l'an 2000 environ.

MOR-BIHAN. — Cette « petite et vivante cité morbihannaise » (dixit Ouest-France) n'est plus seulement célèbre pour ses « gars qui ont de la maillette en dessous de leur soulier » mais parce qu'elle va devenir l'une des premières « cités régionales » à posséder un autocommutateur automatique intégral (sic) que M. Marotte en personne a eu l'obligeance d'inaugurer. Tellement intégral et automatique qu'on avait pris la précaution de bloquer 5 circuits pour être sûr que la communication inaugurale passe bien. Voilà une belle réalisation : l'abbé Laudrin, édile municipal et député a toujours été habile pour donner des coups de sabot (ou de godillot) qui font du bruit en période électorale.

TOUS MATERIAUX ÉVERITE Société Bretonne Sanitaire
Isolants thermiques et MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION Carreaux, grès, faïence
phoniques « STILLITE » QUIMPER - Tél. 14-43 et 26-43 VILLENOU ET BOSCH

Composition linotype à façon
REVUES — TABLEAUTAGES — THÈSES
LINARMOR
15, rue des Fossés - RENNES

LIBRAIRIE
"Brentano's"
Tous les livres français et étrangers
7, quai Chateaubriand - RENNES
Tél. 40.70.32

ÉDITO (Suite de la page 2)

de soi-disant « centristes ». N'oublions pas qu'en Bretagne les hommes de Lecanuet sont, au moins autant que les gaullistes, sinon plus, responsables de la situation catastrophique puisqu'ils ont pratiquement eu le pouvoir et les postes depuis leur arrivée massive en 1945...

Une élection constituera un test à nos yeux : celle de M. Phipponneau, à Rennes. Dès à présent, l'U.D.B. l'assure de tout son appui contre Le Douarec, le national-gaulliste ennemi de la Bretagne, contre Garnier, « représentant des notables traditionnels... aussi prompts au ralliement qu'à la contestation » (1). Certes le P.C.F. présente un candidat. Mais nous estimons que Phipponneau en par toute la gauche. L'évolution à gauche de M. Phipponneau est indiscutable : centriste, il aurait eu beaucoup plus de chances d'être élu, ce qui justifie la sincérité de cette évolution. Enfin, il pose à ses électeurs le problème de la Bretagne demain avec netteté : le dynamisme d'une telle candidature justifie un ralliement massif de la gauche sur son nom dès le premier tour.

Phipponneau, père de la loi-programme, élu à Rennes ; Messmer, père de la bombe atomique et des implantations militaires, battu à Lorient : le combat que nous allons tous livrer en vaut la peine !



Avez-vous goûté les savoureuses SPÉCIALITÉS BRETONNES ?
GATEAU BRETON, QUATRE-QUARTS AU PUR BEURRE FRAIS ! "Qualité Bretagne"
BISCUITERIE J. LEROUX
140, rue de Verdun, BREST - Saint-Marc — Tél. 44-65-08